



Eric Roussel, Pierre Mendès France

Une très intéressante biographie, quoiqu'un peu édulcorée à mon goût. De Gaulle et Mendès France sont sans doute les hommes politiques français les plus héroïques du XXème siècle. Le premier a d'abord conduit l'aventure de la France libre (à laquelle le second a participé, y compris sur le champ de bataille aérien), puis a créé les bases de la constitution française qui nous régit aujourd'hui. Mendès France n'a présidé aux destinées de la France que l'espace de huit mois, mais a presque aussi profondément marqué les esprits. Mendès France est une référence morale et politique encore aujourd'hui, sans doute grâce à une sorte d'affadissement du personnage – jusqu'à Raffarin qui s'y est référé.

Trois points sont, à la lecture de ce livre, importants pour comprendre l'homme et l'attachement qu'il suscite encore. Il a tout d'abord été un politique visionnaire, avec une conception noble de la chose. Ensuite, cette noblesse est exprimée à travers un attachement profond qu'il portait à un système parlementaire mort en 1958 – Mitterrand sut transférer sa méthode d'action politique dans les institutions de la Vème, Mendès France ne le voulut pas. Enfin, dernier point, il existe une sorte de complaisance et de méconnaissance qui permet à n'importe qui de se dire mendésiste en 2007, comme un Barnier peut se dire gaulliste.

La noblesse de Mendès France vient de son attachement viscéral à la pâte humaine. Extrêmement sensible sur un plan personnel – parce qu'il a souffert souvent de l'antisémitisme mais aussi sans doute par tempérament (on le voit déchirant le tailleur de sa femme parce qu'elle a eu le malheur de se séparer d'un de ses vieux costumes) -, il a toujours à cœur de comprendre les répercussions concrètes des politiques qu'il prône. Elu très tôt (à 25 ans !) d'une circonscription rurale, il sait concilier une défense de principe, du libre échange, avec la nécessité de mécanismes de protection spécifiques et temporaires en matière agricole. Face aux intérêts coloniaux en 1954, il a conscience que l'intransigeance des partisans de la plus grande France sera payée, non par ces avocats du jusqu'au-boutisme, mais par les familles françaises implantées là bas depuis deux ou trois générations. Lorsque le traité de Rome est négocié, il vote contre en refusant la suprématie du marché. Ce souci permanent de l'humain n'est pas pour autant synonyme d'abandon à la facilité : au sortir de la guerre, Mendès France défend, face à Plevin, une solution audacieuse d'échange des billets anciens, associée à une réduction de la masse monétaire. La noblesse de Mendès France réside dans sa capacité à allier compétence théorique et humanité, là où nombre de ses successeurs n'ont eu qu'une intelligence sans but ou une humanité sans principe.

Pour ce qui est des principes, en tout cas politiques, Mendès France a été attaché à jusqu'à la fin de sa vie, avant tout, à une république parlementaire. C'est un même attachement sacré à la troisième, puis à la quatrième république qui lui feront rejoindre la France libre d'abord, et rejeter la cinquième république ensuite. Par deux fois au moins, ses choix, guidés par cette conception farouchement républicaine, l'ont coupé d'une place encore plus importante dans l'histoire de notre pays. En 1954 d'abord, l'échec de la Communauté européenne de défense provoquera sa chute et lui sera reprochée par la clique européenne du MRP et d'ailleurs. Même s'il a tenté de faire passer une version modifiée de ce texte, qui inscrivait une défense européenne dans le cadre de l'OTAN, l'impression demeure que ce refus cadre parfaitement avec un rejet de la démarche technocratique, irresponsable, de la construction européenne, à toutes ses étapes. En 1957, on le retrouve d'ailleurs opposant au traité de Rome. Ensuite, après 1958, il rejette la présidentialisation du régime impulsée

par de Gaulle. Mendès France n'a aucune illusion sur les mérites de la quatrième république et sait les risques de l'instabilité, mais selon lui, de Gaulle est allé trop loin. Après 1958, Mendès France n'est plus jamais à l'aise, au bon endroit, dans les institutions nouvelles : jamais candidat aux présidentielles, quittant le parti radical pour se retrouver au PSU, parti au fonctionnement libertaire et sans complaisance pour cette icône d'un autre temps. En ces temps d'hyper-présidentialisation, on voit bien ce qu'avait de clairvoyant la constante opposition de Mendès France à un pouvoir personnel excessif.

Mendès reste donc, troisième facette à retenir de ce personnage, une sorte d'Antigone de la politique moderne – plus que le Cassandre que l'on décrit parfois. C'est un homme attaché aux principes par delà même les mœurs de son temps. Chacun retient aujourd'hui la haute figure ainsi éclairée par les réalisations décisives de 1954 : la paix – pour la France – en Indochine, des négociations entamées en Turquie. Restent aussi la figure d'un intellectuel en politique, capable d'échanger avec les meilleurs économistes du moment, et celle du résistant, condamné par Vichy pour une désertion inexistante. Ajoutons à cela un refus des voix communistes lors de son investiture de 1954 (refus propre à rassurer le bourgeois, et qui tenait plus aux circonstances de l'époque, le PC soutenant le vietminh contre qui PMF allait devoir négocier pour l'Indochine), et, cinquante ans après, tout le monde peut louer Pierre Mendès France. Il serait cependant terriblement injuste d'en faire un personnage trop consensuel : nul doute que le traité européen de 2007, deux ans après un non français, lui arracherait un mépris aussi profond que celui qu'il voua au de Gaulle de 1958. Son opposition à la construction européenne selon les vues de Saint Jean Monnet le mettrait déjà bien à part (il écrit à un correspondant en 1950 : « *je suis, comme vous, très réservé sur le plan Schuman, dont je vois bien les inconvénients, sans en comprendre jusqu'ici les avantages véritables pour nous* ». Soixante années plus tard, on ne peut pas mieux dire). Il faut ajouter à cela que, dès les années 30, il était, au sein du Parti radical, favorable au Front Populaire. Qu'il refusa de voter les crédits des jeux olympiques de Berlin, tout comme il soutint le principe d'une intervention en faveur des républicains espagnols en 1936. Mendès France a sans doute payé cher les occasions qu'il eût de penser seul, contre l'opinion du jour. Il n'empêche qu'aujourd'hui c'est sa figure que l'on retient, non celle de quelques parvenus plus souples qui durèrent plus longtemps au pouvoir (même si l'avenue Vincent Auriol, à Paris, est deux fois plus longues, et plus large, que l'avenue Mendès France, voisine).

L'ouvrage est donc très intéressant, en ce qu'il fait redécouvrir un personnage formidable. Quelques remarques cependant.

La première, pour faire puriste, consiste à déplorer de nombreuses coquilles, relevées dans des pages dont la relecture a dû être oubliée : le colonel Bailly en page 132 se retrouve promu général en page 134 ; page 133, le commissaire du gouvernement Degache se retrouve Degauche en page 135. Page 163, PMF rejoint New York avec sa femme et son fils, alors qu'il en a déjà deux à l'époque. (Comme ça Yves Ducloux pourra justement me traiter de snob définitif).

Ensuite, les relations de Pierre Mendès France avec Israël sont peu évoquées. On a l'impression que la vie de PMF s'arrête en quelque sorte en 1968, à Charléty, alors qu'Eric Roussel évoque les efforts importants de son sujet en faveur de la paix au Moyen Orient.

Il m'est enfin, et surtout, désagréable qu'Eric Roussel s'efforce de faire oublier l'opposition constante de Pierre Mendès France à la construction européenne. Il n'y a aucune déclaration explicite, aucun acte fort de PMF en faveur de cette vaste escroquerie intellectuelle, et, bien au contraire, de très nombreuses marques d'opposition. Qu'importe, l'auteur arrondit constamment les angles, allant jusqu'à écrire de PMF que « *l'opacité des structures communautaires [c'était avant le TCE/mini-traité !], le déficit démocratique dont elles souffrent, suscitent toujours ses critiques, mais sans admettre qu'en 1957 il s'est alarmé à tort, il reconnaît au moins implicitement [!] que le Marché commun a été une réussite* ». Bref, cette espèce de neuneuisation, d'affadissement, de Mendès France me heurte, comme si sa grandeur ne venait pas, aussi, avant tout, de sa faculté à conserver des positions tranchées là où le grand nombre a choisi d'arrondir les angles et de

s'arranger avec les faits.

Pour ceux qui auraient des doutes, voici ce que dit PMF en 1957, à propos de l'Europe :

"l'abdication de la démocratie peut prendre deux formes : soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera, en réalité, la puissance politique".

J'ai entendu il y a peu une émission sur France cul, où Finkielkraut, Eric Roussel et Michel Rocard ont parlé de PMF pendant une heure. Pas UN mot sur l'Europe...

Dernier point. Eric Roussel rappelle qu'à de nombreuses reprises, surtout au début de sa carrière, Pierre Mendès France a souffert de l'antisémitisme dont une des formes consistait à l'appeler « Mendès » ; comme si, tel un Giscard, il avait rallongé son nom pour faire plus chic, et plus français. C'était faux, et Mendès France, passionné de généalogie, avait bien droit à son double patronyme. Et bien, cela aurait dû empêcher Eric Roussel d'utiliser lui-même cette facilité à plusieurs endroits, évoquant un « Mendès » injustement raccourci. Qu'un coup de « remplacer » dans la prochaine édition permette de rendre son France à Mendès. Nous lui devons bien cela.